

COMMISSION DES COMPTES DE L'AGRICULTURE DU 10 JANVIER 2020

Synthèse

La Commission des comptes de l'agriculture et de la nation s'est réunie le 10 janvier 2020 pour examiner les résultats des exploitations agricoles en 2018, la conjoncture et le compte prévisionnel en 2019.

Des résultats favorables en 2018, essentiellement en productions végétales, et d'importantes disparités entre exploitations

Selon les observations du réseau d'information comptable agricole (RICA), l'excédent brut d'exploitation (EBE) par actif non salarié des exploitations « moyennes et grandes » de France métropolitaine s'est établi en 2018 à 54 500 euros en moyenne, en hausse de 4,1 % par rapport à 2017. Après prise en compte des charges financières et des amortissements, le résultat courant avant impôt (RCAI) par actif non salarié s'est élevé, pour sa part, à 30 000 € en moyenne, soit 10,5 % de plus qu'en 2017.

En 2018, les résultats s'améliorent pour la plupart des productions végétales. Pour les exploitations spécialisées en céréales et oléoprotéagineux, la baisse des rendements est compensée par des prix supérieurs à ceux de 2017, et la valeur de la production augmente de 3,6 %. Malgré des charges d'approvisionnement en hausse (+3,4 % par rapport à 2017) et des subventions d'exploitation en baisse, l'EBE par actif non salarié progresse de 4,3 % pour s'établir à 47 100 €. Pour la viticulture, la récolte 2018 atteint un niveau particulièrement élevé (49,5 Mhl) après une récolte 2017 exceptionnellement basse. Bien que les charges d'approvisionnement s'accroissent (+2,4 %), l'EBE par actif non salarié augmente de plus de 40 % par rapport à 2017 pour atteindre 86 400 €.

Les évolutions sont moins favorables dans les élevages. Les résultats sont ainsi en net retrait pour les producteurs laitiers (-10 %), et dans une moindre mesure pour les éleveurs de bovins viande (-4,6 %), dans un contexte de hausse des charges d'approvisionnement à la suite de la sécheresse estivale. La production des éleveurs porcins est confrontée à la baisse conjuguée des volumes et des prix, tandis que le coût de l'aliment porcin repart à la hausse (+0,9 %). Dans ce contexte, l'EBE par actif non salarié chute de 33 % dans cette orientation pour s'établir à 60 200 €.

Ces moyennes masquent toutefois d'importantes disparités entre les exploitations. En 2018, un quart des exploitations ont ainsi un EBE par actif non-salarié inférieur à 23 500 € tandis qu'il est supérieur à 67 600 € pour un autre quart. Toutes orientations confondues, 3 % des exploitations ont un EBE négatif et 14 % ont un résultat courant avant impôt (RCAI) négatif.

Comme les années précédentes, les dispersions de résultats les plus faibles sont relevées au sein des élevages d'herbivores. A contrario, la dispersion des résultats parmi les exploitations viticoles atteint un niveau record en 2018, avec un écart de 84 800 € entre le quart des exploitations aux résultats les plus faibles et le quart supérieur (écart interquartile).

L'amélioration globale des résultats permet aux exploitations de dégager davantage de ressources, en moyenne, même si la situation est variable selon les productions. Dans ce contexte, les investissements s'accroissent, pour la première fois depuis 2012 (+13 %),

notamment en céréales et oléoprotéagineux et, de façon moins marquée, en bovins lait et en viticulture. 18 % des exploitations assurent 72 % du total des investissements et 26 % n'ont pas investi en 2018. L'endettement moyen des exploitations baisse légèrement (-0,7%).

Baisse de la production agricole en 2019 et recul de la valeur ajoutée, avec toutefois des évolutions très contrastées selon les produits

Les conditions climatiques de 2019, marquées par des températures estivales particulièrement élevées et une sécheresse persistante une grande partie de l'année, ont eu un effet contrasté sur l'évolution des productions végétales : hausse pour les céréales à paille et les fruits, baisse pour le maïs et les oléagineux, la plupart des légumes d'été et la vigne. Le constat s'applique également aux productions animales : hausse pour les porcins, les veaux de boucherie et les ovins ; recul pour les volailles, les œufs, les gros bovins ; quasi-stabilité pour la collecte de lait.

Dans ce contexte, les comptes prévisionnels de l'Insee pour l'année 2019 anticipent une baisse de la production agricole de 2 % en valeur, après deux années de croissance dynamique. La production se replierait en volume (-1,5 %) et en prix (-0,5 %).

La production végétale diminuerait en valeur (-4,8 %), avec une baisse des volumes (-2,0%) et des prix (-2,8 %), compte tenu d'évolutions contrastées selon les produits : le volume de la production viticole se replierait très nettement (-13,7 %), pénalisée par des conditions climatiques défavorables après une année 2018 exceptionnelle, alors que les prix resteraient stables en raison de réserves importantes. Les récoltes de céréales s'accroîtraient nettement (+13,6%) tirées par le dynamisme du blé tendre mais les prix seraient en baisse (-11,4%) en raison de l'abondance de la récolte mondiale. Pour la plupart des légumes d'été et les oléagineux, les prix augmenteraient.

La valeur de la production animale s'accroîtrait (+2,4 %) : les volumes baissent légèrement mais les prix sont en hausse. La production de bétail et en particulier de gros bovins reculerait en volume, alors que les prix sont tirés par ceux des porcins, dont le marché est dynamisé par la forte demande chinoise, et, dans une moindre mesure, par ceux du lait.

Les consommations intermédiaires des exploitations agricoles augmenteraient très légèrement en valeur (+ 0,7 %). Les volumes baissent pour la cinquième année consécutive (-1,5%) mais la hausse des prix se poursuit (+2,2%). Ainsi, les achats d'aliments pour animaux se replient en volume mais augmentent en valeur en raison du renchérissement des prix. Les dépenses en engrais et amendements se réduisent nettement par rapport à 2018 (-7,3 %) : les prix augmentent mais les faibles rendements de l'année précédente ont moins sollicité les sols et nécessité de moindres apports. La consommation en énergies et lubrifiants recule en raison de la baisse des prix notamment du gaz naturel, alors que leur forte augmentation avait fait bondir la facture énergétique l'année précédente.

La baisse de la production, conjuguée à l'accroissement modéré des charges, entraînerait une diminution de la valeur ajoutée de la branche agricole (-5,6%). Une fois prises en compte les subventions d'exploitation et la baisse tendancielle de l'emploi agricole, la valeur ajoutée brute au coût des facteurs par actif diminuerait de 5,9 % en 2019 en termes réels.

Après déduction des rémunérations et des versements d'intérêts, le résultat brut de la branche agricole par actif non salarié, en termes réels, diminuerait de 6,6 %.